

Les industries de l'alimentation dans les îles antillaises

Anne-Élisabeth Bault

Volume 27, Number 72, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021620ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021620ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bault, A.-É. (1983). Les industries de l'alimentation dans les îles antillaises. *Cahiers de géographie du Québec*, 27(72), 407–423.
<https://doi.org/10.7202/021620ar>

Article abstract

West Indian food industries, which began to develop during the colonial period, chiefly with the production of sugar, are now expanding through diversification. The processing of local products for export still ranks first, while many other industries supply the Caribbean market with local or imported products. The goal of each island is to become less dependent on food imports by strengthening this new industrial sector.

LES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION DANS LES ÎLES ANTILLAISES

par

Anne-Élizabeth BAULT

*Centre d'études de géographie tropicale,
domaine universitaire de Bordeaux,
33405, Talence, Cedex, France.*

RÉSUMÉ

Les industries alimentaires antillaises, qui ont débuté à l'époque coloniale principalement avec le sucre, sont maintenant amenées à se développer en se diversifiant. La transformation de produits locaux pour l'exportation a gardé le premier rang. Mais parallèlement, de nombreuses industries fournissent le marché caraïbéen en produits locaux ou importés. Le but de chaque île est de s'assurer une meilleure indépendance alimentaire en renforçant ce nouveau secteur industriel.

MOTS-CLÉS: Antilles, industrie alimentaire, produit alimentaire, dépendance alimentaire.

ABSTRACT

Food industries in the Caribbean Islands

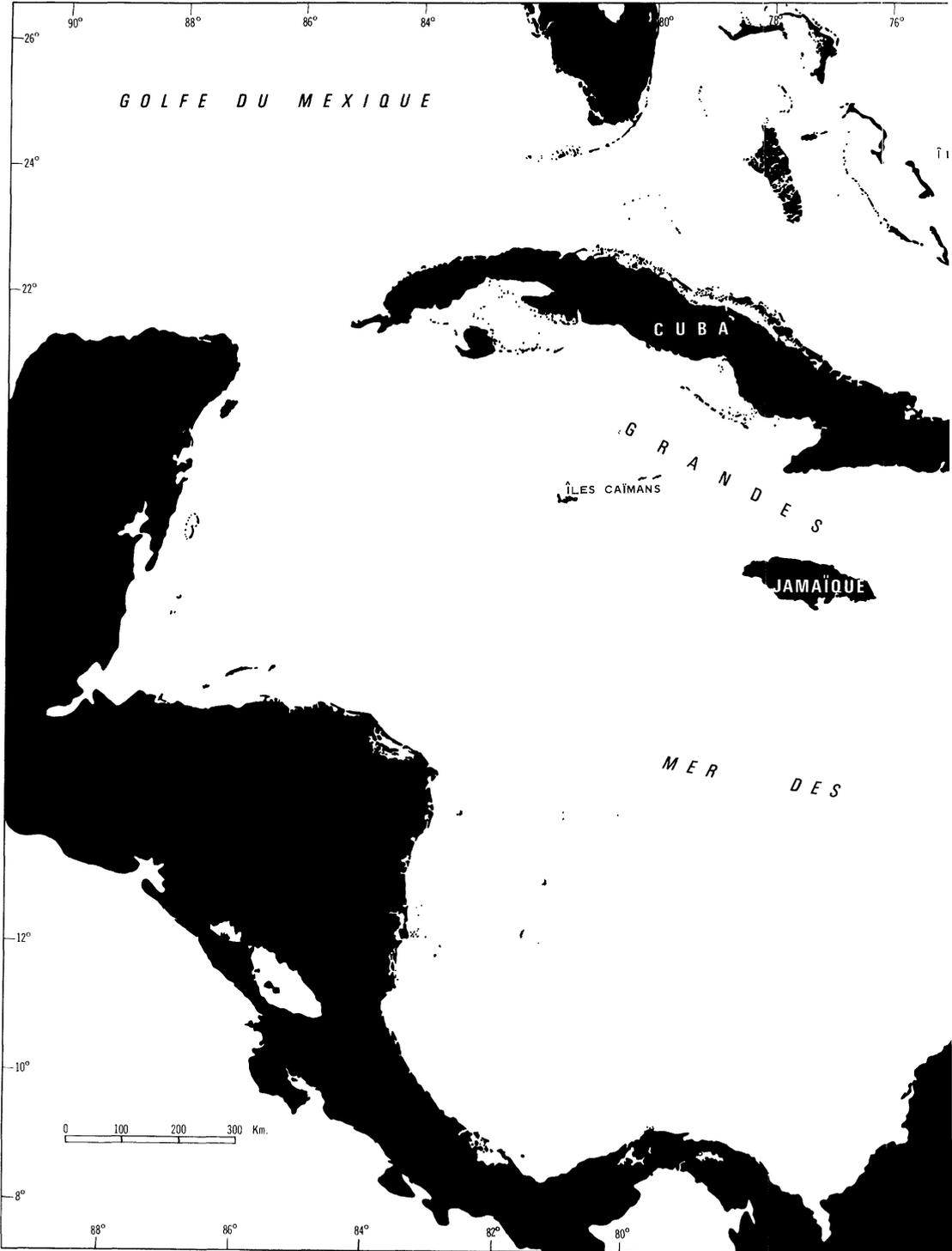
West Indian food industries, which began to develop during the colonial period, chiefly with the production of sugar, are now expanding through diversification. The processing of local products for export still ranks first, while many other industries supply the Caribbean market with local or imported products. The goal of each island is to become less dependent on food imports by strengthening this new industrial sector.

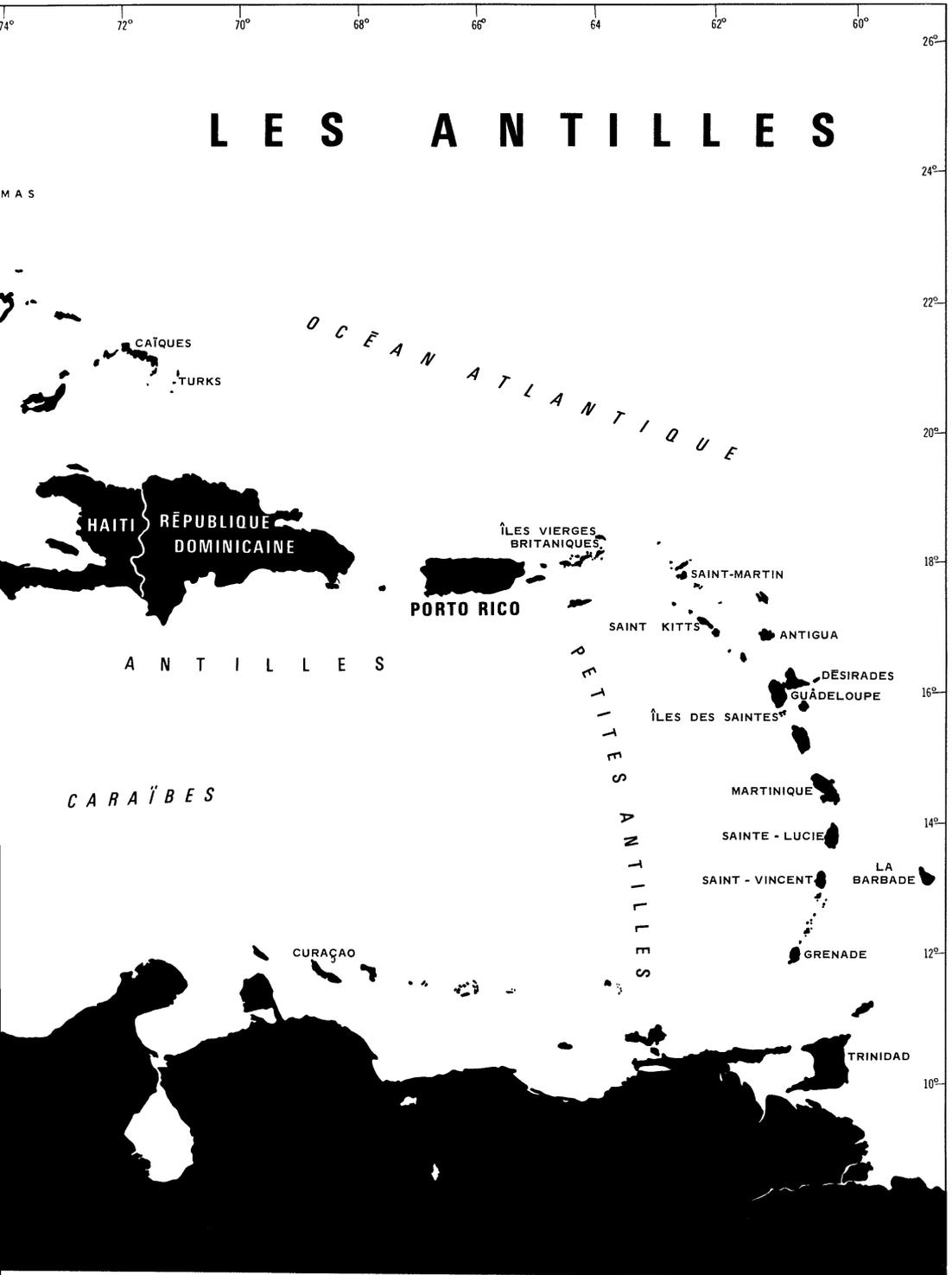
KEY WORDS: West Indies, agribusiness, food product, food dependance.

*
* *

Dans les pays du Tiers-Monde, souffrant de faim et de malnutrition, l'installation d'industries alimentaires pourrait permettre d'alléger le coût économique important que représentent les importations alimentaires. Dans le cadre antillais, ce problème, tout en restant identique, prend une autre coloration. Il existe une réalité géographique propre aux îles de la Caraïbe (petites nations insulaires, dépendantes économiquement de pays européens et américains, plus riches) qui s'associe à leur passé de plantations coloniales. Ces particularités en ont fait des régions où se sont implantées très tôt des industries alimentaires (sucre), mais où leur développement, leur diversification et leur expansion a pris du retard, et ne s'ébauche que depuis quelques années.

Figure 1





LE CADRE ANTILLAIS

Après la découverte par les Espagnols, et délaissées par eux, les Antilles ont attiré la convoitise des autres grandes puissances maritimes européennes ; Anglais, Français, Danois et Hollandais s'installèrent en planteurs de canne à sucre, et firent venir une main-d'œuvre bon marché : des esclaves noirs d'Afrique. Les îles possédant une importante économie de plantation reçurent de nombreux esclaves (Haïti, Jamaïque). Après l'abolition de l'esclavage, des Indiens (*East Indians*) remplacèrent les Noirs sur les grandes propriétés sucrières, et cette main-d'œuvre permit le passage de la plantation coloniale à la grande plantation moderne, rassemblée autour de l'usine (Lasserre, 1974, p. 42).

Le système de la plantation

La domination exercée par l'Europe depuis l'époque coloniale sur les pays tropicaux a désarticulé l'économie de ces pays. Leur rôle a été de fournir seulement des produits primaires, ce qui entraîne aujourd'hui, outre les problèmes de malnutrition, de grandes difficultés à s'industrialiser. Ce phénomène s'applique à différents types d'industries, dont les industries alimentaires.

La plantation est un fait ancien dans l'histoire du monde, mais elle s'est développée surtout à partir du XVI^e siècle, avec les colonisations de nouveaux territoires par les Européens. Elle était l'instrument utile à la rentabilité des nouvelles terres conquises.

La plantation est caractérisée par son *étrangeté* (dans le sens d'élément exogène) vis-à-vis du cadre géographique. Elle est étrange par les plantes cultivées, souvent apportées d'autres continents : la canne à sucre asiatique et le caféier africain ont été implantés en Amérique ; et par l'économie qui l'a créée : les consommateurs sont ceux du monde tempéré, les plantations sont tropicales ou subtropicales. Dans le paysage, elle se distingue par une régularité qui contraste avec le paysage naturel des alentours, par les bâtiments nécessaires à l'entreposage et à la transformation de la récolte. La plantation est une enclave de civilisations (Gourou, 1969, p. 187).

Appelée *habitation* dans la langue créole, elle se définit comme « un complexe agro-manufacturier intégré dans lequel sont effectuées toutes les opérations de la production d'exportation, depuis la culture de la matière première jusqu'à la livraison au commerce du produit fini, prêt à être directement consommé (sucre blanc, café), ou semi-fini, devant subir une élaboration finale avant consommation (sucre brut, coton) ». La plantation se développe dans une économie pré-industrielle et bénéficie d'importants moyens matériels et humains, de terrains de grandes dimensions, et d'une grosse masse de capitaux immobilisés (Schnakenbourg, 1980, p. 22).

C'est à partir du milieu du XVII^e siècle que l'économie de nombreuses îles des Petites Antilles changea avec la révolution du sucre. Cette culture était celle qui offrait le plus d'avantages, pas seulement pour le climat favorable, mais aussi à cause de l'importance du marché. Le système économique de la plantation sucrière accrut la richesse des îles. Les premières techniques utilisées pour extraire le sucre de la canne sont rudimentaires, et c'est au fil des siècles que leur amélioration permit un meilleur rendement.

L'abolition de l'esclavage peut être considérée comme le principal facteur de modernisation du secteur sucrier au XIX^e siècle, appuyé bien sûr par des améliorations

techniques. La révolution industrielle européenne a permis la création de nouvelles usines : « reposant sur l'adaptation intégrale de la technologie moderne déjà utilisée dans la sucrerie de betterave et impliquant la centralisation de la fabrication dans quelques *usines centrales* manipulant les cannes des habitations environnantes (Schnakenbourg, 1980, p. 201) ».

Le secteur sucrier était donc déjà prêt à se transformer en véritable industrie alimentaire. La hausse des coûts de production par la tendance à la surproduction, par la concurrence du sucre de betterave et par le départ d'une main-d'œuvre bon marché a entraîné la faillite de nombreuses habitations et leur regroupement aux mains de grosses sociétés capables de faire tourner une usine.

Beaucoup d'îles contribuent toujours au marché mondial du sucre, qui reste le plus important secteur agricole. Cuba, République Dominicaine, Jamaïque, Saint-Kitts, Antigua, Guadeloupe, Martinique et Barbade vivent toujours des exportations du sucre. Toutes les autres îles ont développé un modèle plus varié d'exportations agricoles. La monoculture de la canne à sucre n'est plus aussi courante que dans le passé. Bananes, café, cacao s'y sont ajoutés (Blume, 1974, p. 97).

Les industries agro-alimentaires

Le développement économique des îles antillaises se situe dans un processus d'industrialisation de la production agricole locale, principalement avec l'économie du sucre. Mais le terme d'industries alimentaires recouvre en fait plusieurs catégories d'entreprises.

Agro-industrie

Elle fournit un produit élaboré à partir de productions de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche, mais pas forcément destiné à l'alimentation humaine. Par exemple, la distillation du jus de canne à sucre peut donner du rhum, pour la consommation humaine, mais peut également fournir de l'alcool-carburant.

Agro-alimentaire

Toute activité qui part d'un produit agricole et fournit des denrées pour l'alimentation humaine. « Le concept de complexe agro-alimentaire (ou *agribusiness* en anglais) a été créé il y a une quinzaine d'années pour désigner le système d'organisation verticale choisi par certaines compagnies géantes capables de contrôler l'ensemble de la chaîne alimentaire, du champ à la table du consommateur. Elles prônent ce qu'elles aiment appeler le *marché total*. C'est Ray A. Goldberg, professeur à la Harvard Business School, qui a forgé le concept de *complexe agro-alimentaire* : « l'ensemble de la production et de la distribution pour l'agriculture, les opérations de production au niveau des exploitations, ainsi que le stockage, la transformation et la distribution des produits agricoles et des aliments transformés » (George, 1978, p. 184).

Industrie alimentaire

Il s'agit de toutes les industries en aval de l'exploitation agricole, qu'elles se situent au stade de la première, de la deuxième ou même de la troisième transformation (Bombal, 1980, p. 33). Il existe différents stades de la transformation et, par là même, différents types d'industries alimentaires. Certaines industries transforment les produits fournis par l'agriculture sur les lieux mêmes de production (ex. : sucrerie). D'autres sont situées dans les régions consommatrices, et opèrent au niveau d'une seconde transformation (ex. : raffinerie de sucre de canne en France métropolitaine).

On distingue trois fonctions principales des industries alimentaires :

- 1) La stabilisation par le froid, la stérilisation, la déshydratation. Ex. : viande, lait en poudre, conserves de légumes, lyophilisation du café...
- 2) L'extraction de matières alimentaires de produits agricoles qui n'existaient pas dans la nature. Ex. : meunerie, sucrerie, huilerie, jus de fruit, matières aromatiques, riz...
- 3) La transformation, qui donne naissance à un nouveau produit : bière, pain, eau-de-vie, café, confitures.

Ces industries ajoutent de fait une valeur nouvelle au produit alimentaire. La part revenant à l'agriculture dans le produit vendu, bien que variable d'un produit à l'autre, se situe dès lors en moyenne dans une fourchette de 35 à 45%.

Notion de filière alimentaire

Elle consiste à « suivre l'itinéraire d'un produit agro-alimentaire depuis la production des matières premières agricoles servant à sa fabrication jusqu'à son utilisation finale en tant que produit alimentaire consommable » (Bombal *et al.*, 1980, p. 23). L'intégration totale qu'implique la filière est rarement réalisée. Les industries d'amont sont généralement confiées à d'autres compagnies, principalement dans les systèmes capitalistes américains ou japonais.

Les firmes agro-alimentaires les plus grandes sont de dimension transnationale, en étant parfois multinationales, et diversifient leurs fabrications entre produits alimentaires et non alimentaires. Exemple : la firme *Unilever*, d'origine anglaise et néerlandaise, première firme mondiale en agro-alimentation, a commencé son expansion dans le secteur des corps gras, à usage alimentaire ou non. En 1976, elle obtient encore 70% de son chiffre d'affaires dans l'agro-alimentaire, en étant implantée dans 70 pays différents.

Les industries alimentaires ainsi définies doivent répondre à deux aspirations contradictoires dans les pays en développement : nourrir quantitativement et qualitativement la population, mais aussi répondre aux besoins nouveaux créés par l'urbanisation. Ainsi, l'industrie agro-alimentaire revêt-elle dans les pays du Tiers-Monde plusieurs formes :

- la petite industrie au niveau du village ou du bourg (rizière, moulin à huile), réalisant une première transformation pour les besoins locaux.
- l'industrie alimentaire, souvent portuaire, traitant la production locale et surtout les importations (meunerie...)

- les complexes agro-industriels, soit tournés vers le marché local si celui-ci est suffisamment important (élevage, produits laitiers, aliment du bétail...); ou bien tournés vers les marchés d'exportation (sucre, oléagineux) et alors héritiers directs des plantations coloniales (George, 1978, p. 198).

Les problèmes alimentaires antillais

Les îles antillaises sont restées très dépendantes des pays extérieurs dans beaucoup de domaines économiques, et principalement dans le domaine vital qu'est l'alimentation. Aucune d'entre elles n'arrive à subvenir à tous ses besoins nutritionnels. Les plus équilibrées sont Cuba et la République Dominicaine. Pourtant les pays de la Communauté Caraïbe (*CARICOM*) pourraient facilement être auto-suffisants en aliments, car les hydrates de carbone, les protéines et les éléments nutritifs peuvent être produits en abondance dans ces régions. En fait, il y a eu un déclin régulier dans leur capacité à se nourrir eux-mêmes, et une augmentation dramatique (80%) du prix des aliments importés depuis 1973 (Whitehead, 1979, p. 154).

Les Antillais ont un régime alimentaire qui fait une synthèse de différentes influences: indiennes, européennes et africaines. Aux cultures vivrières locales s'ajoutent un apport de plus en plus important de produits européens ou américains du Nord, pour certaines îles. Les cultures vivrières restent pourtant prédominantes dans une île: *Haïti*, qui se distingue malheureusement des autres par son importante sous-alimentation et sa malnutrition protéino-calorique. L'agriculture ne parvient à nourrir que deux Haïtiens sur trois et les importations alimentaires ne peuvent bénéficier à tous à cause du très bas niveau de vie (Beghin *et al*, 1970). Sa voisine, la République Dominicaine, rencontre elle aussi quelques problèmes, puisque entre 1964 et 1968 s'est produit une baisse sensible de la ration alimentaire, calorique et protéique, per capita (Recul de l'alimentation..., 1973, p. 146).

La situation est meilleure dans d'autres îles. Cuba semble avoir surmonté, par sa réforme agraire, ses problèmes alimentaires. La Jamaïque, Trinidad et la Barbade sont les îles qui font le plus d'efforts dans ce domaine. Les productions de légumes y sont en hausse (maïs, potiron, chou, et tomate), ainsi que les cultures vivrières traditionnelles (patate, pomme de terre, igname, manioc...). Par contre, les cultures d'exportations, canne, banane, agrumes, cacao, café... sont en déclin (France, 1976, pp. 19-20). Néanmoins, il y a beaucoup de problèmes à la Jamaïque, à cause de la *primatie* de Kingston, la capitale qui compte un tiers de la population totale. Les aliments y sont très chers, beaucoup plus que dans la province. Si ces îles essayent d'aller vers une plus grande autonomie alimentaire, il n'en est pas de même en Guadeloupe et en Martinique, où le déclin des grandes cultures d'exportations n'est pas compensé par une relance des cultures vivrières.

Le marché de la zone caraïbe pour les produits alimentaires se caractérise par un contraste entre les dimensions du marché local qui reste étroit, et celles du marché régional (Caraïbéen) qui possède de nombreuses possibilités d'extension. Si la Jamaïque et Trinidad jouent un rôle de plaque tournante sur ce marché, d'autres îles n'ont que peu de rapports avec lui. Les départements d'outre-mer français ne sont que faiblement insérés dans ce système à cause de leurs relations privilégiées avec la métropole et des réglementations qui régissent leurs échanges avec les îles voisines (France, 1976, p. 5). De nombreuses îles apparaissent d'ailleurs, comme la Barbade, comme un marché pour les excédents des pays riches, ce qui aboutit souvent à

accroître le déficit alimentaire du pays et à aggraver le déséquilibre de ses échanges extérieurs (Roux, 1978, p. 865).

La part des importations alimentaires dans le total des importations varie, en 1974, de 6% pour Trinidad, à presque 20% pour la Guadeloupe.

En fait, le système alimentaire et agricole caraïbéen découle de son histoire, et en possède les caractéristiques : dominé par un produit principal d'exportation qui le lie à l'extérieur, la production pour le marché interne ne peut avoir qu'un intérêt secondaire, son développement est limité par les besoins du secteur d'exportation. Il apparaît donc difficile pour les îles à plantation d'atteindre un degré suffisant d'auto-subsistance dans les produits alimentaires (Crusol, 1980, p. 138). Ceci explique sans doute le fait que la Barbade, 250 000 habitants, offre 5 000 emplois dans l'industrie vestimentaire, qui exporte jusqu'en Europe, et ne possède pas d'industrie agro-alimentaire qui lui permette de se nourrir (France, 1976, p. 37).

Spécificité des économies insulaires

Les problèmes d'auto-suffisance alimentaire des îles antillaises sont à replacer dans le cadre général du sous-développement caraïbéen. Il y a trois problèmes à résoudre : l'insuffisance du niveau de revenu par tête, la médiocrité des conditions sociales et le chômage important depuis les années 1960. Ces trois problèmes ont pour cause la prédominance et la faible productivité du secteur primaire, et le conflit entre la croissance démographique et celle du revenu per capita. Le modèle de développement choisi par la plupart des îles est celui du *courant libéral conventionnel* dominant les années 1950-1960. Or ce modèle se heurte à plusieurs contraintes dans un cadre insulaire : l'exiguïté de l'économie (petite taille du pays), l'insuffisance en ressources naturelles, et l'insuffisance des facteurs de développement : épargne, capitaux, technologie... (Crusol, 1980, p. 46). S'il y a eu effectivement croissance économique, les politiques de promotion industrielle n'ont pas touché toutes les îles, toutes les régions. Mais des industries agro-alimentaires se sont développées en profitant du courant de politique de promotion industrielle, s'installant dans des pays où l'agro-industrie est ancienne et puissante (sucre). Ces nouvelles entreprises se tournent vers la fourniture d'aliments pour le marché national, c'est-à-dire un marché limité. Le rôle particulier joué par ces industries est important pour les populations concernées, celles des villes, de plus en plus nombreuses, et celles des campagnes, malgré les difficultés de transport.

Devant une situation de non-exploitation de toutes les ressources alimentaires locales, et face à une forte dépendance de l'étranger, les industries alimentaires peuvent-elles offrir de nouvelles possibilités ?

LES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION AUX ANTILLES ET LEURS PRODUITS

Le secteur des industries alimentaires comprend des industries variées et des entreprises très diverses. Dans la zone antillaise, on peut rencontrer presque tous les types d'industrialisation à travers les îles.

La structure des entreprises

Elle fait appel à plusieurs critères qui permettent une ébauche de classification, nécessaire à l'étude des industries de l'alimentation. Six points ont été retenus pour définir quatre classes d'entreprises. (cf. tableau 1: Essai de classification des industries alimentaires)

Nature et origine du capital

Suivant les entreprises, le capital nécessaire n'a pas la même origine, ni le même volume. Dans les petites entreprises artisanales, le capital est familial. Dès que la taille de l'entreprise est plus importante, les capitaux nationaux font leur apparition. Mais ils peuvent aussi être d'origine étrangère, ce qui est courant pour les entreprises fabriquant des produits venant ou destinés aux marchés occidentaux.

Tableau 1
Essai de classification des industries alimentaires
aux Antilles

<i>Types d'entreprises</i>	1	2	3	4
Nature et origine du capital	capital privé local	capitaux nationaux et étrangers	capitaux nationaux et étrangers	capitaux nationaux et étrangers
Nature et origine de la matière première	produits végétaux locaux	produits végétaux locaux	produits animaux locaux	produits importés divers
Consommateurs	locaux	occidentaux	locaux et autres	locaux
Taille des entreprises	petite entreprise	moyenne et grande entreprise	petite et moyenne entreprise	moyenne entreprise
Technologie	artisanale	mécanisation très poussée	apport technologique faible	mécanisation de type occidental
Transformation des produits	première transformation	première et seconde transformation	pas ou peu de transformation	seconde transformation

À Trinidad, par exemple, les principales industries alimentaires sont financées par la Grande-Bretagne (conserves, corps gras : Unilever), les États-Unis (Grands-Moulins, fabrication de glace...) et la Suisse (lait Nestlé) (Giacottino, 1977, p. 1301). La *Tate and Lyle*, grande firme anglaise dans le secteur du sucre s'était installée à la Jamaïque et à Trinidad pour la production de sucre de canne, de mélasses et de rhum. En République Dominicaine, la *Gulf + Western*, conglomérat d'origine nord-américaine, possède la plus grande usine sucrière du monde à La Romana (Girault, 1980, p. 223).

Les capitaux peuvent aussi être d'origine internationale, plusieurs pays finançant la même entreprise.

Nature et origine de la matière première

Elle peut être locale, c'est-à-dire venant des productions alimentaires (les produits vivriers) et des productions d'exportations (sucre, café...). Elle peut aussi être importée : céréales, corps gras, aliments du bétail...

Consommateurs

Suivant les produits fabriqués par les industries antillaises, les consommateurs ne sont pas les mêmes, le marché est soit local (urbain ou rural), soit extérieur, par l'exportation.

Taille des entreprises

Elle se définit par le nombre de personnes employées de façon permanente ou saisonnière. Beaucoup de petites entreprises artisanales ne sortent pas du cadre familial, tandis que les firmes à capitaux nationaux ou internationaux emploient plusieurs centaines de personnes. Mais l'évolution de la mécanisation dans certaines branches, notamment l'industrie sucrière, amène une baisse des effectifs, surtout en saisonniers, pour la récolte de la canne.

Exemple : en Guadeloupe, les entreprises fabriquant du rhum agricole emploient de 5 à 8 personnes, alors que les sucreries ont une main-d'œuvre de 200 à 300 personnes (M.P.I., 1981, p. 8).

Technologie

Ce critère représente le degré de mécanisation atteint dans les différentes branches industrielles. Les petites entreprises locales sont souvent restées artisanales, à technologie « primaire », alors que les entreprises nouvellement installées par les capitaux étrangers sont dotées de toute la puissance technologique des pays riches, par différents phénomènes de transfert.

Exemple : opposition entre la fabrication du *rapadou* (sucre non cristallisé, sucre amorphe) en Haïti, et les raffineries de sucre de Cuba, de la Barbade.

Transformation des produits

Elle passe par plusieurs stades qui ne sont pas tous représentés dans les îles antillaises. Pour les bananes et les noix de muscades, il n'y a pas de transformation. Un simple conditionnement est nécessaire pour la congélation des langoustes, les conserves d'ananas. Pour le café et le cacao, plusieurs phases de préparation sont prévues. La véritable transformation alimentaire se fait pour la canne à sucre, le manioc... Une première transformation permet à la matière de devenir un produit alimentaire brut : sucre roux non raffiné. Avec la seconde transformation, il devient un produit industriel, avec une image moderne (sucre blanc raffiné) apte à satisfaire les consommateurs des pays riches. Des transformations plus poussées, recombinaison des éléments chimiques en produits alimentaires totalement artificiels n'existent pas dans la Caraïbe.

Ces six critères permettent de définir quatre types d'entreprises en industries alimentaires antillaises :

- Type 1 : Transformation de produits végétaux alimentaires locaux, pour le marché local. (secteur en stagnation, mais amené à se développer) ;
- Type 2 : Transformation de produits végétaux alimentaires locaux, pour l'exportation. (secteur traditionnel de l'économie antillaise, en restructuration) ;
- Type 3 : Produits de l'élevage et de la pêche. (secteur en expansion, assez dynamique) ;
- Type 4 : Transformation de produits alimentaires importés (bénéficie avant tout aux zones urbaines).

Transformation de produits végétaux alimentaires locaux, pour le marché local

Ces « industries » concernent le domaine traditionnel antillais de la transformation de la production alimentaire. Présentes dans toutes les îles pour au moins quelques produits, elles restent cependant de petite taille, et de technologie rudimentaire. L'évolution vraiment industrielle de ce premier type ne s'est pas encore réalisée.

Il souffre de la concurrence des produits alimentaires importés qui sont mis sur le marché, déjà étroit, et bénéficiant d'une meilleure image de marque. Reposant uniquement sur une partie des productions agricoles, les petites industries alimentaires de ce type ne sont pas encouragées par les gouvernements. Elles évoluent peu, et certaines disparaissent par manque de matière première : décorticage du café en Guadeloupe par exemple (une seule entreprise familiale le pratique encore). Les difficultés d'approvisionnement, la qualité moyenne des produits transformés et l'isolement économique de chaque île ne permettent pas l'extension inter-caraïbéenne des réseaux de vente. Chaque pays, ou même chaque région garde sa production, entraînant ainsi des pertes considérables en cas de surproduction, surtout si les moyens de conservation ne sont pas développés (pas de petites unités de réfrigération pour les fruits, mais de silos à grains...). L'extension et la diversification de ce type d'industrie dépend tout d'abord de l'agriculture, mais aussi de la possibilité de conquérir un marché plus large. Néanmoins, l'apparition de nouvelles technologies venant des pays riches et adaptées aux productions locales peut donner lieu à de nouvelles possibilités industrielles, comme la purée d'ignames en flocons à la Barbade, ou les *chips* de banane plantain à la Jamaïque...

De nombreux secteurs pourraient ainsi se développer : extraction de jus de fruits, conserves de légumes... Bien des îles importent des boissons aux fruits des pays américains, alors que leurs voisins sont fabricants et pourraient exporter, et que parfois leur propre production se perd. Tout est fonction d'une prise de conscience, qui doit se faire à tous les niveaux, du citoyen au gouvernement, des nombreuses possibilités d'industries alimentaires locales qui existent. Il pourrait même être envisageable de répartir les productions entre les îles les plus douées, celles-ci se chargeant d'approvisionner les autres.

Transformation de produits végétaux alimentaires locaux pour l'exportation

C'est le secteur agro-exportateur traditionnel, qui dépend des productions alimentaires d'exportation. On y retrouve quelquefois les mêmes produits de base que dans le premier type, mais leur exploitation est ici d'un tout autre niveau, faisant appel à une technologie plus avancée, et à des entreprises plus importantes.

La canne à sucre a fait la richesse des îles de plantation pendant la colonisation, mais quelques transformations récentes ont modifié cette économie. La restructuration de ce secteur s'est faite par le regroupement de la production et de la transformation en quelques grosses unités. Il y a aussi eu apparition d'entreprises de seconde transformation, comme des raffineries de sucre, bien que cette technologie reste le privilège des pays consommateurs.

Ce second type d'industrie alimentaire est entièrement tourné vers l'extérieur. La production est réglementée par des quotas, différents suivant les circuits commerciaux dont dépendent les îles. Le marché de ces produits reste aux mains des pays occidentaux. L'avantage de ce secteur est de rapporter des devises aux pays producteurs, mais l'impact de ce type d'agro-industrie diminue dans les pays eux-mêmes, surtout au niveau des emplois. En Guadeloupe, les effectifs salariés de l'industrie sucrière ont baissé de moitié entre 1970 et 1976 (Mistral, 1978, p. 68).

Cuba, troisième rang mondial des producteurs de sucre, espère atteindre une production de 10 millions de tonnes en 1985, avec la construction de quatorze nouvelles sucreries, l'agrandissement de quarante autres avec du matériel national, et le développement de la mécanisation de la récolte. À Saint-Kitts, la monoculture de la canne à sucre reste prépondérante, et le sucre représente 94% des exportations.

Si la culture de la canne est toujours la première pour la surface utilisée, la première culture commerciale est maintenant la banane en Guadeloupe. L'exportation de 107 000 tonnes de bananes en 1979 a rapporté 184 millions de francs, contre 158 pour les exportations de sucre brut. En Martinique, c'est l'ananas qui a pris un essor considérable depuis les années soixante, avec une production de 24 000 tonnes en 1974, dont 7 500 tonnes exportées sous formes de conserves. Il existe aussi une exportation de fruits frais, conditionnés dans deux usines, pour la vente en métropole (Crusol, 1980, p. 143).

Si, dans les DOM Français, de nouveaux produits sont venus supplanter le secteur traditionnel de la canne à sucre, le même phénomène ne s'est pas produit dans toutes les îles. Les plantations de bananes, qui furent importantes en Jamaïque, sont en déclin depuis les années cinquante, après que l'île eut perdu sa place de choix sur le marché mondial, malgré le soutien du Banana Board, office public (Giacottino, 1973, p. 61).

Le café et le cacao, deux cultures datant de l'époque coloniale, ne sont plus que des reliques dans de nombreuses îles, après avoir été essentielles pour l'économie. La production de café se maintient à Puerto-Rico (302 000 quintaux en 1974) malgré une situation de crise (Crusol, 1980, p. 142). Cette production n'est pas compétitive sur le marché mondial, elle se heurte à des problèmes de main-d'œuvre (exode rural dans le centre de l'île) et de techniques (trop anciennes). Les gros investissements nécessaires à la sauvegarde de la caféiculture visent, à Puerto-Rico, la survie d'une région plutôt que la reconnaissance d'une grande culture (Huetz-De-Lemps, 1971-1972, p. 374). On retrouve la même situation en Jamaïque. Haïti a aussi du mal à remplir son quota de 22 000 tonnes, avec une culture paysanne, tandis que sa voisine, la République Dominicaine, est restée une exportatrice importante de café (44 000 tonnes en 1980) et de cacao (34 000 tonnes en 1980). La culture du cacao est devenue marginale dans la plupart des îles, sauf à la Jamaïque et à Sainte-Lucie.

D'autres produits végétaux donnent lieu à des exportations de moindre ampleur : le *pimento* à la Jamaïque, dont les baies et les feuilles permettent la fabrication de condiments (1,6% des exportations) ; l'écorce d'orange, à Curaçao jusqu'au XIX^e siècle, et à Haïti, pour la fabrication de liqueurs ; les conserveries d'agrumes à la Jamaïque ; le coprah, à Sainte-Lucie et en Jamaïque (56 petites usines) ; l'*arrow-root* tiré du maranta, dont Saint-Vincent a le monopole mondial de production (farine utilisée dans la fabrication de nourriture pour nourrissons), ainsi qu'une féculerie de manioc (tapioca) (Blume, 1974, pp. 202 et 347) ; et la noix de muscade à Grenade, premier rang mondial, qui ne subit aucune transformation (Giacottino, 1972, p. 22).

Ainsi, de nombreuses îles antillaises contribuent au marché mondial des matières premières comme elles l'ont toujours fait, malgré l'évolution de l'économie. Si des variations existent à propos des produits qui sont exportés, les uns disparaissant, laissant la place à d'autres, le rôle des Antilles est resté celui d'une source d'approvisionnement en matière première alimentaire, pour les anciennes métropoles, et le reste du monde développé.

Produits de l'élevage et de la pêche

L'apport de ce troisième type d'industrie alimentaire concerne avant tout les zones urbaines, où la concentration de la population et son niveau de vie supérieur en font un marché potentiel intéressant. Les difficultés de transport à l'intérieur des îles, et de conservation, rendent actuellement difficile son expansion dans les *mornes* et les régions rurales.

L'élevage pourrait être un secteur bien développé aux Antilles, en s'installant au pourtour des plantations, et en bénéficiant des déchets de l'industrie du sucre pour l'alimentation du bétail. En effet, de nombreux sous-produits de la canne, mais aussi du riz, du café et du cacao sont des denrées disponibles pour cette alimentation. Mais l'élevage n'a connu qu'un essor récent, et dans quelques îles seulement. La plupart des îles à sucre possèdent un cheptel de bovins, porcins et caprins, dispersé dans les mornes, aux mains des petits paysans. Des élevages plus modernes se sont implantés là où la demande était importante, c'est-à-dire dans quelques îles des Grandes Antilles (Cuba, Puerto-Rico, Jamaïque), ainsi qu'aux Bahamas et aux Îles Vierges britanniques, qui possèdent des prairies naturelles, permettant l'engraissement de bovins pour l'exportation. Haïti est un cas particulier, n'étant pas un pays d'élevage, et souffrant de malnutrition protéino-calorique, il exporte cependant de la viande de bœuf vers les autres pays de la Caraïbe (Beghin, 1970, p. 122).

L'élevage moderne des bovins concerne à la fois les produits carnés et les produits laitiers. Puerto-Rico s'est davantage tourné vers l'abattage, mais une mauvaise organisation et la concurrence des produits nord-américains ont déséquilibré ce secteur industriel. La Jamaïque et Cuba se sont plutôt destinées à la fabrication de produits laitiers. En Jamaïque, la production de 14 761 millions de litres de lait en 1968 était malgré tout insuffisante et rendait nécessaire des importations de lait et de fromage (Giacottino, 1973, p. 63). Cuba a ravi en février 1982, le record du monde de production laitière, aux États-Unis, avec *Mamelle Blonde*, une vache qui produit 79 litres de lait par jour. L'importation de *Holstein* d'Europe et du Canada et les installations modernes, comme la « Granja America Socialista », près de Santiago, sont à la base de la réussite de l'élevage cubain (Blume, 1974, p. 170). Par comparaison, une vache haïtienne ne donne que 400 à 500 litres de lait par an. La Guadeloupe, la Martinique et de nombreuses autres îles possèdent un élevage bovin qui permet d'abaisser le niveau des importations alimentaires, sans pour autant les remplacer complètement.

Les élevages porcins et caprins ne se sont pas développés de façon moderne et intensive. Ce sont toujours les paysans des mornes et les ruraux qui possèdent quelques têtes de bétail pour leur propre consommation. Par contre, l'aviculture est un secteur appelé à s'étendre aux Antilles, de par la forte demande en viande de volaille (qui est la meilleure marché, la viande des pauvres) et aussi en œufs, et la relative facilité de cet élevage. L'alimentation des volailles peut se faire à partir de produits locaux, l'abattage et le conditionnement nécessitant des installations spéciales (France, 1976, p. 62). La Jamaïque, Cuba, et à un moindre degré Antigua, Barbade, Martinique et les Îles Vierges britanniques s'intéressent à cette production.

Pour des pays insulaires comme ceux des Antilles, la pêche aurait pu être une activité très développée. Mais, de par sa population, cette région n'est pas habitée par des peuples de marins, à de rares exceptions près comme les lointains descendants de Bretons immigrés aux Saintes et à la Désirade, et qui ont perpétué les métiers de la pêche maritime. La pêche « industrielle » est une activité récente qui ne touche que quelques îles : Cuba, Bahamas, Puerto-Rico, Saint-Vincent, Saint-Martin, et Jamaïque. Ailleurs, il n'existe qu'une petite activité artisanale de pêche, qui ne couvre pas les besoins des îles, et nécessite l'importation de poissons séchés ou fumés (morues, harengs) qui font d'ailleurs partie des habitudes alimentaires locales.

La pêche débouche sur quelques activités industrielles, notamment à Puerto-Rico, où quatre grosses conserveries de thon fonctionnent depuis la fin des années cinquante, et couvrent 35% des besoins du marché des États-Unis (Huetz-De-Lemps, 1971-1972, p. 68). La Barbade possède une petite flotille de pêche côtière, et s'est surtout spécialisée dans les crevettes, qui procurent 2 000 emplois pour leur pêche et leur conditionnement. Les îles Turks et Caïques se sont aussi tournées vers l'exploitation des coquillages et des langoustes, exportés vers les États-Unis. Elles n'en ont pas l'exclusivité, Cuba et d'autres îles agissant de même. Mais les îles Caïmans opèrent dans un domaine original : la pêche à la tortue. Les animaux sont expédiés vivants, l'usine de soupe de tortue ayant fermé en 1952.

Le secteur dynamique de l'élevage, et celui plus traditionnel de la pêche sont donc actuellement en transformation, passant de l'activité artisanale à une exploitation plus intensive, qui est nécessaire pour satisfaire le marché local sans recourir aux importations.

Transformation de produits alimentaires importés

Les industries alimentaires utilisant des produits importés sont en fait des industries de substitution, leur but est avant tout de limiter les importations de biens de consommation, tout en fournissant des emplois au pays et en répondant à l'apparition de nouveaux besoins, calqués sur ceux des pays développés.

Les produits importés transformés aux Antilles sont principalement des céréales, des produits de base pour les boissons, et des corps gras. Toutes les îles des Grandes Antilles possèdent des industries de ce genre, elles sont moins nombreuses à Haïti, et dans les petites îles.

L'importation de céréales concerne principalement le blé, nécessaire pour la fabrication de farine et de pain. L'expansion de la *Jamaïcan Flour Mills Ltd.* va permettre à ce pays de satisfaire ses besoins en farine de blé jusqu'en 1985, l'économie annuelle de devises étant estimée à 9 millions de dollars. Les minoteries de Guadeloupe et de Trinidad sont elles aussi en croissance.

Découlant des implantations de plus en plus nombreuses de minoteries, la boulangerie industrielle et les pâtes alimentaires se développent rapidement. Mais dans la plupart des Petites Antilles, les céréales restent la principale denrée alimentaire importée.

De nombreuses brasseries sont installées, la consommation de boissons (bières et sodas) étant élevée dans ces pays. La *Brasserie Lorraine* installée en Martinique depuis 1919 est aujourd'hui l'une des brasseries les plus modernes du monde (Viollet, 1978, p. 17). Trinidad et la Jamaïque possèdent aussi de grandes brasseries.

La transformation des corps gras est moins courante. On trouve une usine *Lever Bros W.I. Ltd.* à Trinidad, une usine d'huile d'arachide en République Dominicaine et une margarinerie en Martinique... D'autres secteurs sont représentés de façon plus ponctuelle, par exemple, à Saint-Vincent, une usine reconstitue du lait à partir de poudres importées.

Ce quatrième type d'industrie alimentaire fait appel à des technologies typiquement occidentales, ne nécessitant que peu d'adaptation à la situation locale, les produits importés correspondant au matériel, lui aussi importé. Ces transferts sont pourtant intéressants par les emplois qu'ils créent, et la baisse du coût des importations qui en découle. Mais il n'est peut-être pas nécessaire que chaque pays possède sa propre minoterie, ou brasserie... Une meilleure répartition entre les îles permettrait l'installation d'unités plus grosses, donc plus compétitives, et le marché serait ainsi plus intéressant. Ce système comporte pourtant un risque, à peser, celui de susciter les interventions des grands groupes multinationaux. Actuellement, les îles antillaises préféreraient une économie nationale, avec une gamme d'industrie suffisamment large, comme à la Jamaïque qui est bien équipée, ou Cuba, Trinidad, les DOM. Ce sentiment s'accorde aussi avec celui de la domination d'une zone; ainsi, Saint-Vincent, dont les terres sont très fertiles, a l'ambition de devenir le grenier des Caraïbes orientales.

La crise que l'agro-industrie traditionnelle traverse actuellement est grave et profonde. Les conséquences sur les économies caraïbéennes sont multiples, elles touchent l'emploi, l'agriculture, l'industrie, le commerce international... Il existe là une chance pour les industries de type 1 et 3 de se développer. L'agriculture, en se diversifiant au niveau des produits et de l'élevage, et en augmentant ses rendements,

pourrait permettre la création d'industries originales, accroissant le degré d'auto-suffisance alimentaire.

La situation n'est pas la même dans toutes les îles, certaines ayant dépassé cet état de crise. D'autres, qui n'ont pas été des îles de plantations, s'industrialisent tant bien que mal. La diversité des situations ne permet pas de donner de modèle type pour l'évolution possible des industries alimentaires aux Antilles. En règle générale, c'est un secteur faiblement soutenu par les gouvernements, et une industrie purement antillaise a peu de chance de se développer. Les possibilités sont pourtant réelles au niveau des produits agricoles, c'est au niveau de la prise de conscience et du désir d'investir que l'effort reste à faire.

L'alimentation ne représente qu'une partie des industries alimentaires qui doivent être développées, mais n'est-ce pas justement celle qui peut apporter un mieux-être rapide pour la population, au niveau nutritionnel, mais aussi au niveau social. Cependant, c'est avec l'amélioration de l'agriculture et des intrants agricoles et des équipements (engrais, irrigation, transports, stockage) débouchant sur un éventail plus large de production, qu'une industrie alimentaire réellement antillaise pourra se mettre en place.

BIBLIOGRAPHIE

- BECKFORD, George L. (1972) *Persistent Poverty: underdevelopment in plantation economies of the Third World*. New York, Oxford University Press, 303 p.
- BEGHIN, Ivan, FOUGÈRE, William, KING, Kendall W. (1970) *L'alimentation et la nutrition en Haïti*. Paris, Presses Universitaires de France, Publications de l'IEDES, 248 p.
- BLUME, Helmut (1974) *The Caribbean Islands*. London, Longman Group Limited, 464 p.
- BOMBAL, Jacques, CHALMIN, Philippe (1980) *L'agro-alimentaire*. Paris, Presses Universitaires de France, Collection Que-Sais-Je? 1884, 127 p.
- BRUNEAU, M., IMBERNON, J. M. (1980) Le système agro-industriel et l'agriculture contractuelle dans les campagnes du Tiers-Monde. *Espace Géographique* 9(3) : 211-222.
- CRUSOL, Jean (1980) *Économies insulaires de la Caraïbe: aspects théoriques et pratiques du développement*. Paris, éd. Caribéennes, 341 p.
- EICHNER, Alfred S. (1969) *The Emergence of Oligopoly: sugar refining as a case study*. Baltimore and London, The Johns Hopkins Press, 388 p.
- FRANCE, ministère de l'Agriculture, Association pour la Promotion des Investissements dans l'Outre-Mer Français (1976) *Renforcement de l'agro-alimentaire aux Caraïbes*. Paris, Société pour l'Étude et le Développement de l'Industrie, de l'Agriculture et du Commerce, 87 p.
- GEORGE, Susan (1978) *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Paris, R. Laffont, 399 p.
- GEORGE, Susan (1981) *Les stratégies de la faim*. Genève, Grounauer, 365 p.
- GIACOTTINO, Jean-Claude (1972) Les pays anglophones de la Caraïbe et de la Guyana. *Notes et Études Documentaires*, (3949): 5-55.
- GIACOTTINO, Jean-Claude (1973) La Jamaïque. *Notes et Études Documentaires*, (4043): 47-72.
- GIACOTTINO, Jean-Claude (1977) *Trinidad et Tobago: étude géographique*. Lille, université de Lille, Thèse d'état, 3 vol.
- GIRAULT, Christian (1980) Gulf + Western en République Dominicaine: de l'enclave sucrière au contrôle d'une partie de l'économie nationale. *Espace Géographique*, 9(3) : 223-229.
- GOUROU, Pierre (1969) *Les pays tropicaux: principe d'une géographie humaine*. 5^e édition. Paris, Presses Universitaires de France, 271 p.
- HUETZ-DE-LEMPES, Christian (1971-1972) La place des plantations dans l'économie portoricaine. *Cahiers d'Outre-Mer*, 24-25 (96-97-98).
- LASSERRE, Guy (1974) *Les Amériques du Centre: Mexique, Amérique Centrale, Antilles, Guyanes*. Paris, Presses Universitaires de France, Collection Magellan, 380 p.
- MISTRAL, J. (1978) *Étude sur la production et l'emploi en Guadeloupe*. Paris, INSEE, 105 p.
- M. P. I., Association des Moyennes et Petites Industries de la Guadeloupe (1981) *Annuaire*, mise à jour 1^{er} septembre 1981. Pointe-à-Pitre, Chambre de Commerce et d'Industrie, 17 p.

- Recul de l'alimentation en République Dominicaine (1973) *Population* 28(1) : 146-148.
- ROUX, Bernard (1978) Aspects de la dépendance aux Caraïbes : agriculture et déficit alimentaire à la Barbade. *Revue Tiers-Monde*, 19(76) : 845-866.
- SCHNAKENBOURG, Christian (1980) *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe au XIX^e et XX^e siècle*, Tome I : *la crise du système esclavagiste (1835-1847)*. Paris, l'Harmattan, 254 p.
- WHITEHEAD, J. A. (1979) Selected technological issues in agro-industry. *Social and Economic Studies*, 28(1) : 139-188.

CARTOGRAPHIE

Conception et réalisation : Andrée G.-LAVOIE

Photographie : Serge DUCHESNEAU